



Édito

Garennes est un média pour :

- la Libération Animale, en mettant fin aux mythes de l'industrie agroalimentaire qui impose une mentalité de lutte permanente pour sa survie, car les humainEs n'ont pas besoins d'utiliser les animaux pour (sur)vivre.
- la Libération de la Terre : protéger la planète et ses habitantEs. C'est aussi tendre vers une vie en harmonie avec la Nature.

- l'émancipation sociale : c'est soutenir les luttes contre les dominations entre humainEs (domination économique, racisme, sexisme...).

Les luttes populaires allant dans ce sens, d'ici ou d'ailleurs, seront soutenues.

Enfin, Garennes met en avant une culture positive, **intégrant entre-autres le véganisme (refus de consommer des produits issus de l'exploitation des animaux), seul mode de vie correct vis à vis et des animaux et de la planète.**

"Assez de rester assis dans le canapé pleurant pour les animaux que nous pouvons aider ! Comme cela a été dit avant, ce n'est pas l'heure de pleurer, ce n'est pas l'heure de philosopher, les animaux sont là-bas en cage et ont besoins de notre aide. C'est l'heure de sortir son cul du canapé. Est venue l'heure de la Libération Animale."

Est-ce que la Libération Animale est utopique ?

SOJASUN : INTÉGRÉ À L'EXPLOITATION DES ANIMAUX

Quand on refuse l'exploitation des animaux, il est plutôt facile de manger des "substituts" végétaux (yaourts, steacks végétaux...). Mais il ne faut pas se voiler la face sur l'industrie agroalimentaire. Ainsi, Sojasun fait partie du groupe Tribalat, qui exploite et tue des animaux pour leur lait ou leur "viande". Avec ses yaourts de soja, Tribalat élargit sa clientèle sans concurrencer ses autres produits.

Si le véganisme doit être porté au quotidien, la "consomm'action" individuelle est insuffisante !

BARDOT OUVERTEMENT POUR MARINE LE PEN.

Brigitte Bardot a clairement soutenu Marine Le Pen pour les présidentielles (et plus tard). Mais depuis longtemps déjà, Brigitte Bardot torpille la défense des animaux auprès des personnes qui refusent l'extrême-droite : en se tournant contre des « cibles » typiques de l'extrême-droite, et nullement contre l'industrie de l'exploitation animale.

Désormais c'est clair : soutenir la mise en avant de la Fondation Brigitte Bardot, c'est se faire complice de la banalisation des idées d'extrême-droite. il faut en avoir conscience !

source : <http://laterredabord.fr>

NOTRE DAME DES LANDES : APPEL À LUTTER LOCALEMENT

Après la mobilisation du 24 mars à Nantes contre le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, un appel est lancé pour à lutter localement contre les activités de Vinci, multinationale chargée du chantier et futur concessionnaire du site. Avec la collaboration des responsables politiques (dont le parti socialiste), le groupe Vinci s'accapare l'espace public pour toujours plus de profits : parkings, routes, centrales nucléaires, hôpitaux, écoles, prisons...

source : <http://nantes.indymedia.org>

ITALIE : BEAGLES LIBÉRÉS DE L'INDUSTRIE DE VIVISECTION !

Le 28 avril, 1500 personnes manifestaient à Montichiari (Nord de l'Italie) contre l'entreprise « Green Hill ». Cette filiale de la multinationale Marshall enferme 2500 chiens, 250 partant chaque mois dans les laboratoires. À la fin de la manifestation, une vingtaine d'activistes ont libéré presque 30 beagles. Les policiers en ont récupérés seulement trois. 12 vont passer en procès pour



« vol » et « violation de propriété privée ». Cette action avait lieu avant le vote du sénat italien du 9 mai, ayant pour projet d'interdire l'expérimentation sur les chiens, les chats et les primates. Une journée internationale en soutien à la fermeture de Green hill lab et contre la vivisection s'organisait la veille.

sources : <http://laterredabord.fr>; <http://pantheresenragees.org/>; Twitter; Google News Italia

CENTRALE À GAZ : ni à Landivisiau ni ailleurs

En Bretagne comme ailleurs en France, la logique de profit dans la production de l'énergie électrique induit une consommation en hausse, multipliant les gaspillages (comme le chauffage électrique). Ainsi, le projet d'une centrale à Gaz à Landivisiau (Finistère) « sécurisera »

l'approvisionnement en électricité sans pour autant renoncer aux centrales nucléaires.

Au départ, le projet était prévu pour pallier aux pics de consommation d'électricité (10j/an). Pour satisfaire aux exigences de rentabilité de l'opérateur privé (le consortium Direct Énergie/Siemens), la centrale devrait fonctionner 8000h par an. Si elle était construite, elle émettrait 1 300 000 tonnes par an de CO2 (soit par jour l'équivalent de 700 000 véhicules).

Elle utiliserait aussi de grandes quantités de produits chimiques: ammoniac, acide chlorhydrique, hypochlorite de sodium, acide sulfurique... Ces produits se retrouveront en partie dans l'environnement (air, eau). En 2009, à Ploufragan, un premier projet de centrale avait rencontré une forte résistance locale. Puis d'autres sites sont étudiés, le projet évolue. Des collectifs locaux de refus de la centrale se forment : à Guipavas, Brieç, Brenilis, Landivisiau. En 2012, Direct Énergie est l'opérateur retenu pour exploiter le site à Landivisiau, entre Brest et Morlaix.

La résistance locale bénéficie du soutien des collectifs formés dans les communes épargnées par la sélection (Brieç, Guipavas, Brennilis), et dépasse la logique du "Pas dans mon jardin". Ici, le mot d'ordre réunissant 1000 personnes dès la première manifestation est "pas de centrale à gaz ni ici, ni ailleurs".

<http://www.nonalacentrale.fr/>

